

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Publications économiques et financières

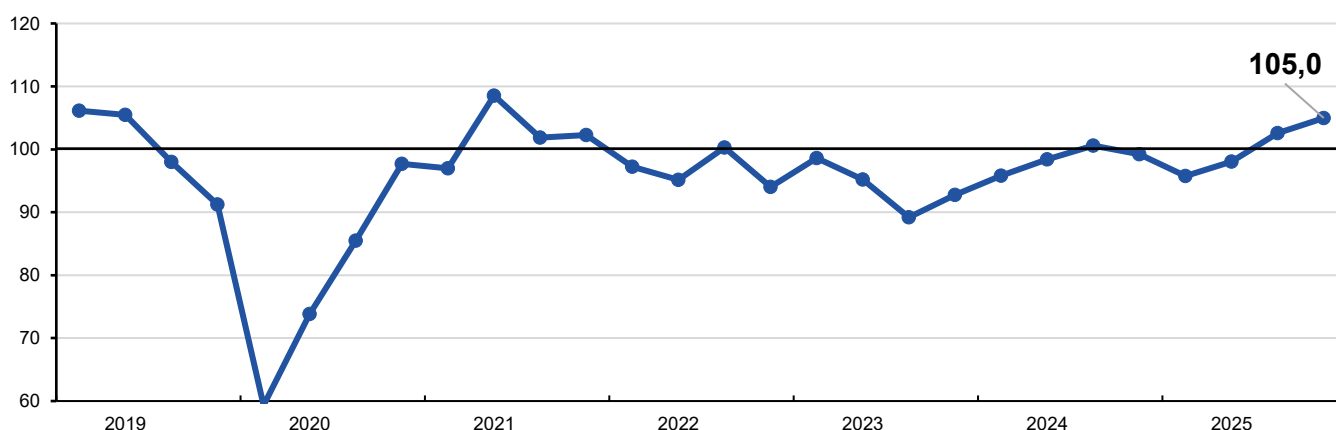
Tendances conjoncturelles – 4^{ème} trimestre 2025

Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 4^e trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEDOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*), elles en proposent désormais cinq (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de précision le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

Le climat des affaires s'éclaircit

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

L'ICA poursuit sa progression

L'indicateur du climat des affaires témoigne d'une nette amélioration au 4^{ème} trimestre 2025 (+2,4 points). Il progresse ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période pour le deuxième trimestre consécutif, s'établissant à 105,0 points.

L'adoption du projet de loi de finances pour 2026 et la hausse du budget global dédié aux Outre-mer permettent aux entreprises de retrouver de la confiance et de la visibilité. Le regain d'activité du Centre Spatial Guyanais permet également de rassurer et offre des perspectives de développement pour les années à venir. 60 % des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture estiment que l'évolution de leur situation est plutôt facile à prédire.

Les soldes d'opinion qui matérialisent les intentions d'investir et le niveau de trésorerie du trimestre écoulé progressent significativement, ce qui explique cette nouvelle hausse de l'ICA. Les soldes d'opinion relatifs à l'activité du trimestre précédent et aux prévisions des prix de vente sont également bien orientés, ce qui participe à l'amélioration de l'indicateur.

En revanche, les prévisions concernant la trésorerie se dégradent, ce qui freine la progression de l'ICA, et le solde d'opinion qui matérialise les délais de paiement continue de se détériorer.

S'agissant de l'entrepreneuriat, la dynamique est plutôt positive. Le nombre de créations d'entreprises repart à la hausse (+5,6 % sur le trimestre et +14,5 % sur un an) avec 1 040 nouvelles immatriculations sur le trimestre. Cette progression est portée par les micro-entreprises,

dont les créations progressent de 6,8 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2025 et de 34,3 % sur un an.

Les défaillances d'entreprises continuent quant à elles de progresser de 8,4 % sur le trimestre. Elles atteignent un nouveau record, établi à 168 en cumul sur 12 mois. Cette tendance est révélatrice d'un effet de rattrapage post-Covid, marqué par la fin des aides publiques ayant été contractées à cette période.

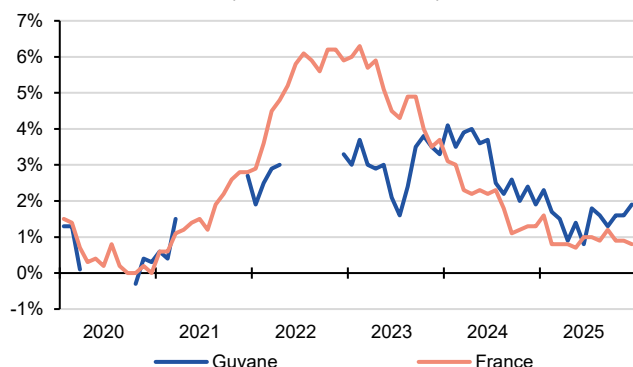
Sur l'ensemble de l'année 2025, l'activité des entreprises progresse légèrement. Les entreprises sondées dans l'enquête de conjoncture déclarent une progression moyenne de leur chiffre d'affaires de 1,3 %, avec des disparités entre les secteurs néanmoins et dans un contexte d'inflation modérée.

L'inflation accélère légèrement

L'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse au quatrième trimestre (+1,2 %). Cette évolution résulte principalement de la hausse des prix des services (+2,0 %). Les prix de l'énergie (+0,7 %), des produits manufacturés (+0,5 %), et de l'alimentation (+0,4 %) progressent également mais à un rythme moins soutenu.

En glissement annuel, la hausse des prix atteint +1,9 % (contre +1,3 % au trimestre précédent), un taux supérieur à celui enregistré au niveau national (+0,8 %). Sur un an, les prix des services progressent de 4,1 %, les prix de l'alimentation de 3,0 %, et les prix des produits manufacturés de 0,5 %. Les prix de l'énergie sont en baisse de 6,6 %, atténuant la hausse globale des prix. Le niveau global de la hausse des prix se maintient néanmoins à un niveau inférieur à l'objectif fixé par la BCE (2 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)
(Glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021.
© IEDOM

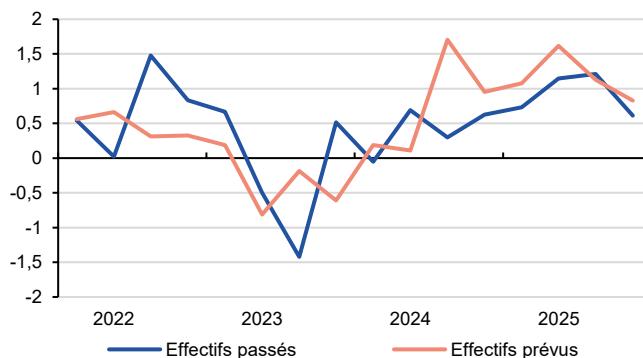
Un marché du travail déséquilibré

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 2,9 % au quatrième trimestre, après la hausse de 5,0 % enregistrée le trimestre précédent. Cette progression concerne aussi bien les hommes (+3,4 %) que les femmes (+2,5 %) et est davantage marquée chez les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (+3,0 %) et chez ceux âgés de 25 à 49 ans (+3,5 %). Pour les moins de 25 ans, la hausse est plus modérée (+0,9 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC de longue durée (> 1 an) est de nouveau en forte hausse sur le trimestre (+8,2 % après +9,4 % le trimestre précédent). Pour rappel, ces données

administratives sont toujours affectées par la réforme de France Travail, amplifiant donc les évolutions présentées.

Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font état d'une orientation favorable de leurs effectifs, bien qu'en légère dégradation par rapport au trimestre précédent. Ils demeurent optimistes quant à leurs prévisions de recrutement sur le début d'année 2026.

Soldes d'opinion sur l'évolution des effectifs

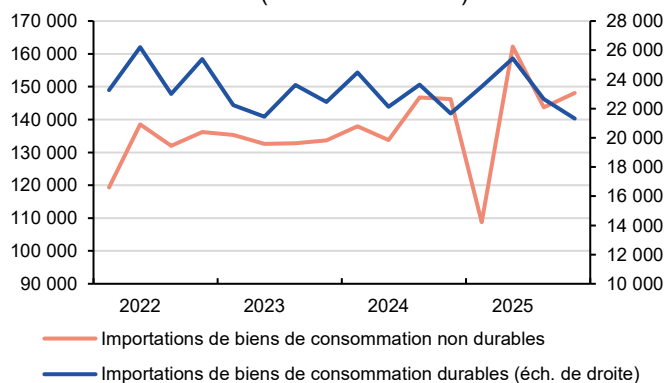


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

La consommation augmente modérément

Après une baisse significative au trimestre précédent, la consommation repart modérément à la hausse au 4^e trimestre 2025. Les importations de biens de consommation progressent de 1,8 % sur le trimestre et de 0,9 % sur un an.

Importations de biens de consommation
(en milliers d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

Dans le détail, ce sont les importations de biens de consommation non durables qui tirent les dépenses des ménages vers le haut. Ces dernières progressent de 3,0 % en 3 mois et de 1,2 % sur 12 mois. A contrario, les importations de biens de consommation durables se contractent de 5,9 % sur le trimestre et de 1,6 % sur l'année.

Du côté du marché automobile, les importations de véhicules de tourisme s'inscrivent en baisse après un sursaut au trimestre précédent (-14,8 %). En glissement annuel, elles chutent de 30,1 %. En revanche, les immatriculations de ce type de véhicules se maintiennent en hausse de 16,1 %.

Le solde d'activité des entreprises du commerce reflète une activité toujours dégradée avec des perspectives plutôt défavorables.

Concernant la vulnérabilité des ménages, les indicateurs sont plutôt bien orientés. Les dépôts de dossiers de surendettement à l'IEDOM reculent de 17,7 % sur le trimestre et de 1,3 % par rapport au quatrième trimestre 2024. En outre, le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue également de 2,4 % sur 3 mois et de 4,9 % sur 12 mois. Enfin, les retraits de cartes bancaires, s'ils connaissent une hausse de 13,1 % en glissement trimestriel, demeurent en recul de 28,9 % en glissement annuel.

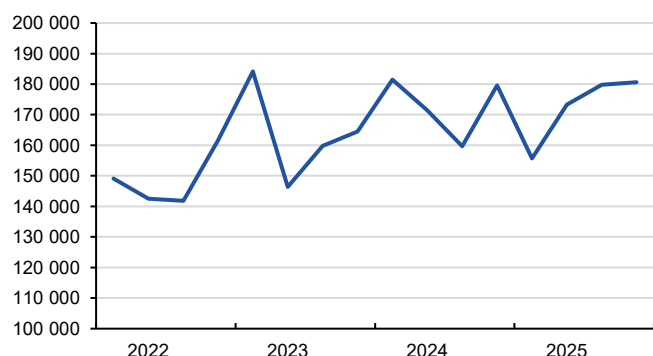
Une dynamique d'investissement mitigée

L'investissement privé demeure mitigé en fin d'année, après avoir connu une dynamique défavorable au trimestre dernier.

Les importations de biens d'investissement illustrent une certaine frilosité ce trimestre, progressant de 0,4 % sur 3 mois et de 0,5 % sur 12 mois. De même, les importations de biens d'équipement augmentent respectivement de 0,3 % et 4,7 %. En revanche, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font part d'une progression de leurs prévisions d'investissement. Le solde d'opinion qui synthétise les intentions d'investir est positif pour la première fois depuis un an.

Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires témoigne quant à lui d'un élan plus affirmé, bondissant de 35,4 % sur le trimestre et de 9,0 % sur l'année. En revanche, les importations de ce type de véhicules restent en baisse de 14,9 % sur 3 mois, malgré une évolution plus favorable en glissement annuel (+7,9 %).

Importations de biens d'investissement



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

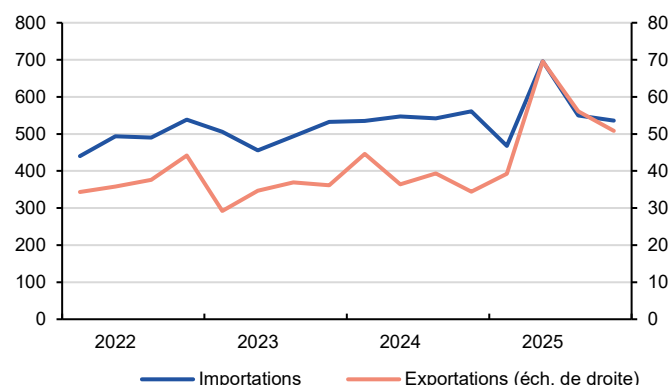
Les échanges extérieurs se replient

Les importations s'inscrivent en baisse au 4^e trimestre, aussi bien en valeur (-2,5 %) qu'en volume (-1,9 %). En glissement annuel, ces contractions s'établissent respectivement à -4,4 % et -14,4 %.

Dans le détail, les évolutions sont plus hétérogènes. La diminution globale des importations est principalement imputable à la baisse des importations des produits de l'énergie, qui diminuent de plus de la moitié aussi bien en valeur qu'en volume. En outre, les évolutions mitigées des importations de biens de consommation et d'investissement contribuent également à ce constat en demi-teinte (cf. parties consommation et investissement). En revanche, les importations de biens intermédiaires s'inscrivent à contre-courant des autres catégories de biens : elles augmentent ainsi de 15,3 % en valeur et de 16,4 % en volume.

En parallèle, les exportations reculent de 9,4 % en valeur mais progressent de 4,5 % en volume. Dans le détail, la baisse constatée en valeur s'explique principalement par une contraction des exportations de biens de consommation et de biens d'équipement (respectivement -36,0 % et -40,7 %), qui avaient atteint des niveaux élevés sur les deux derniers trimestres. En revanche, les exportations des produits de l'or, du bois et de l'agriculture, la sylviculture et de la pêche connaissent des évolutions plus favorables, progressant respectivement de 39,9 %, 11,8 % et 29,8 % en valeur.

Importations et exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

Une activité en hausse dans une majorité de secteurs

Le regain d'activité, perceptible au troisième trimestre, se confirme au quatrième trimestre 2025. Cette tendance devrait se poursuivre début 2026 d'après les chefs d'entreprise sondés.

Dans le **secteur primaire-IAA**, l'activité est en hausse en fin d'année. Par rapport au troisième trimestre, les exportations et importations de produits des IAA sont en hausse de 2,6 % et de 2,1 % respectivement.

Le secteur du **tourisme** connaît également une embellie. L'activité des entreprises est en hausse après plusieurs trimestres difficiles et les soldes d'opinion relatifs aux prévisions d'investissement et aux effectifs sont bien orientés. Le nombre de passagers à l'aéroport progresse de 2,6 % et le nombre de nuitées de 9,4 % sur le trimestre.

Concernant les **autres industries**, la tendance est aussi favorable. L'activité est en hausse et les prévisions

d'investissement sont bien orientées. Les exportations d'or progressent de 39,9 % en valeur et de 41,4 % en volume sur le trimestre, tandis que les exportations de bois augmentent de 11,8 % en valeur mais diminuent de 3,5 % en volume.

Dans le secteur des **services**, l'activité est en légère hausse également et les perspectives sont plutôt favorables. Bien que le solde d'opinion relatif aux délais de paiement demeure dégradé, le niveau des trésoreries paraît s'améliorer.

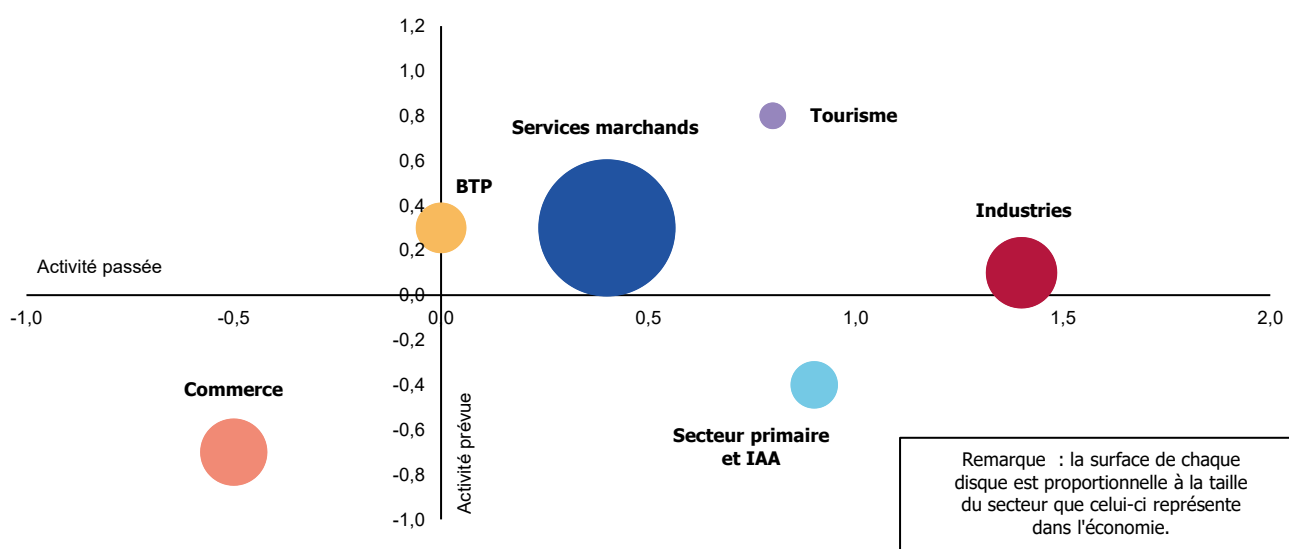
Côté **industrie spatiale**, la cadence s'accélère avec trois lancements réussis au quatrième trimestre, dont 2 pour Ariane-6 et 1 pour Vega-C. La mise en service de l'ensemble de lancement multi-lanceurs (ELM) en 2026

devrait avoir des retombées économiques notables pour la Guyane.

S'agissant du **BTP**, l'activité est stable et les chefs d'entreprise interrogés anticipent une légère hausse pour le début d'année 2026. Les prévisions d'investissement, mal orientées depuis plusieurs trimestres, se stabilisent.

En revanche, dans le secteur du **commerce**, l'activité des entreprises reste dégradée en fin d'année. Mais certains indicateurs suggèrent que la situation pourrait s'améliorer. Le niveau des trésoreries, fortement dégradées depuis fin 2024, se stabilise, et le solde d'opinion relatif aux charges d'exploitation, détérioré depuis plusieurs trimestres, est en hausse.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 4^{ème} trimestre 2025



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

La conjoncture internationale et régionale

Une stabilisation inégale de l'économie mondiale

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale connaissent une légère amélioration. Le FMI (WEO janvier 2026) a révisé à 3,3 % ses anticipations de croissance pour l'exercice 2026 (+0,2 point), avec une perspective de croissance de 3,2 % en 2027. Les tensions nées de la politique douanière américaine se sont apaisées au dernier trimestre 2025, notamment à la faveur d'accords commerciaux conclus avec la Chine. La décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 janvier 2026 de déclarer illégaux certains des tarifs douaniers ne dissipe pas l'incertitude, qui reste plus élevée qu'elle ne l'était au début de l'année 2025. Les anticipations d'inflation globale du FMI restent stables, à 3,8 % en 2026 et 3,4 % en 2027.

Les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs de ce regain d'optimisme. Les entreprises américaines ont fait preuve de résilience face aux incertitudes nées de la politique douanière américaine, maintenant des chaînes d'approvisionnement agiles. La croissance américaine bénéficie également des importants investissements dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle. Ce dynamisme se traduit par une hausse de +0,3 point des anticipations de croissance américaine du FMI pour l'exercice 2026, à 2,4 %. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Les perspectives de croissance de la zone euro restent moins dynamiques que celles des États-Unis. Elles s'élèvent à 1,3 % pour 2026, chiffre globalement stable comparé aux projections communiquées par le FMI en octobre 2025 (+0,1 point).

En France, la croissance ralentit au quatrième trimestre, le PIB augmentant de 0,2 % en volume, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent, selon l'INSEE. Cette décélération procède notamment du moindre dynamisme de la formation brute de capital fixe, qui progresse de +0,3 % contre +0,8 % au troisième trimestre. La consommation des ménages s'accélère, à +0,4 %, contre +0,1 % au troisième trimestre. Les projections macroéconomiques intermédiaires de la Banque de France de décembre 2025 évaluent à 0,9 % la croissance en 2025, et anticipent une accélération à 1,0 % en 2026, à la faveur d'une hausse de la consommation des ménages et de l'investissement privé.

Les mesures de stimulation fiscales annoncées par le gouvernement nippon bénéficient aux perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 0,7 % pour 2026 puis 0,6 % pour 2027.

Les anticipations de croissance dans les pays émergents se renforcent légèrement. Le FMI table ainsi sur une hausse, à 4,2 % pour 2026, contre 4,0 % anticipé en octobre 2025. La croissance chinoise bénéficie des mesures de stimulation gouvernementales ainsi que de droits de douane américains moins élevés qu'attendu. Ces facteurs permettent une réévaluation à 5,0 % des estimations du FMI de la croissance chinoise en 2025. L'Inde bénéficie d'un quatrième trimestre dynamique, et d'une révision à la hausse de sa croissance en 2025, à 7,3 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Des perspectives de croissance modérée dans un contexte géopolitique qui se tend

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la croissance économique régionale devrait atteindre 2,4 % en 2025, puis 2,3 % en 2026. Cette trajectoire de faible croissance s'explique notamment par une consommation privée et une demande extérieure en perte de vitalité en 2026. Le contexte géopolitique tendu ainsi que les taux d'intérêt toujours élevés freinent la dynamique d'investissement dans la région. Dans les économies d'Amérique latine et des Caraïbes, l'inflation a poursuivi sa baisse tout au long de 2025, confirmant la tendance amorcée en 2024.

Au **Brésil**, l'économie a enregistré une croissance solide au premier semestre 2025. Une récolte abondante a stimulé la production agricole, qui devrait enregistrer une augmentation annuelle de 17 % en 2025. Le PIB réel devrait croître de 2,4 % en 2025, avant de se modérer à 1,7 % en 2026, puis de rebondir à 2,2 % en 2027. La Banque centrale a continué de resserrer sa politique monétaire dans un contexte d'inflation toujours élevée, portant le taux directeur à 15 % en juillet 2025. Après avoir culminé à 5,5 % en avril, l'inflation globale a reculé à 4,7 % en octobre. Elle reste supérieure à l'objectif de 3 % fixé par la Banque centrale. L'impact des droits de douane américains sur les importations en provenance du Brésil est jusqu'à présent limité.

Au **Suriname**, la croissance du PIB a continué de s'améliorer, atteignant environ 2,8 % en 2024 et s'accroissant encore au premier semestre 2025, stimulée par les investissements dans les infrastructures en prévision de la production pétrolière offshore. Néanmoins, une sécheresse prolongée à l'intérieur du pays, qui a persisté jusqu'en 2025, a réduit les rendements agricoles et aggravé l'insécurité alimentaire. Malgré la dépréciation du taux de change, l'inflation s'est modérée à 8,0 % en glissement annuel en juin 2025, contre 16,2 % un an plus tôt, grâce à la baisse des prix des produits alimentaires et de l'énergie.

Au **Venezuela**, le blocage des cargos pétroliers par les États-Unis se poursuit. Depuis le début de l'année 2026, aucune livraison vers l'Asie n'a pu être réalisée, alors que 80 % des exportations de pétrole brut du Venezuela étaient destinées à la Chine au deuxième semestre 2025. Cette situation complique la logistique des compagnies pétrolières et provoque une chute des revenus liés à l'activité pétrolière du pays.

Sources : OCDE, CEPAL, Banque Mondiale, DG Trésor

Les données de cette étude sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : L. HERROU ■ Responsable de la rédaction : -

Rédaction : J. CAPITAINE, A. CARIOU ■ Participation aux travaux : S. CALVO CANO, F. OLLIVIER ■ Éditeur : IEDOM